

MIS – Résumé de « Capitalism and Freedom », Milton Friedman

Selon l'auteur, la liberté économique est indispensable à l'accomplissement de la liberté politique. La liberté économique (le capitalisme) plaide pour la liberté politique en vue de la séparation des deux pouvoirs, limitant ainsi l'impact de l'un sur l'autre. Plus la société est libre, plus on voit se développer le capitalisme et les institutions de marché (le marché étant un lieu d'expression de la liberté). Il y a deux moyens de coordonner l'activité économique de millions de personnes : la répression ou la coopération. Cette deuxième voie étant privilégiée, possible si deux conditions sont réunies : entreprises privées et individus libres sur le marché. Il n'y aurait pas de problèmes car la multitude d'acteurs joue un rôle de contrôle. Le rôle du gouvernement est celui de l'arbitre, qui fixe et observe le respect des règles.

Le marché permet l'unanimité sans la conformité. Comme déjà relevé ci-dessus, le gouvernement (ou l'Etat, les deux termes seront ici utilisés sans distinction) est l'agent qui fixe les règles (dans ce monde d'hommes imparfaits) pour éviter le chaos (respect des libertés individuelles, respect de la propriété, maintien du système monétaire). C'est donc aussi un agent de contrôle. Son rôle est également de prévenir l'apparition de monopoles (et autres dysfonctionnements du marché) ou de choisir la moins mauvaise des options (le monopole privé, par opposition au monopole public). Il doit aussi tenir compte de ce que l'auteur appelle les « effets de voisinage » (rayonnement de l'activité économique). Enfin, ses actions paternalistes ne sont pas toutes mauvaises mais des limites et un équilibre doivent être maintenus.

Il est important, pour la liberté économique, que le gouvernement maintienne un niveau stable de la monnaie. Cela permet de garder une certaine stabilité économique. L'auteur émet plusieurs conclusions au sujet de la monnaie : La monnaie en espèce n'est ni utilisable ni une solution envisageable pour établir une politique monétaire ; L'installation d'une autorité de la décision monétaire est une fausse bonne idée car on concentre en peu de mains (parfois pas assez expertes) un énorme pouvoir de restriction d'une certaine liberté et d'un gage de stabilité économique (en cas de succès des actions entreprises). La solution est d'instaurer des règles pour cette autorité (de légiférer) : maintenir la croissance du stock de monnaie (3 à 5% par an), notamment.

Il est particulièrement important, pour la liberté économique, que la monnaie soit convertible au sens nouveau du terme, c'est-à-dire en une autre devise, sur le plan international. L'ancien sens de « convertible » signifiait « échanger en or » (ou n'importe quel autre étalon). Le rôle de l'or semble désormais se limiter à un outil comptable, une sorte de stock physique de la monnaie. La nationalisation de l'or ressemble à une politique monétaire appliquée qui a dû induire de l'inflation. Il existe deux problèmes au niveau des échanges monétaires internationaux : la balance des paiements (déséquilibre) et la fuite de l'or (placements étrangers en dollars voulant être convertis en or). L'auteur mettra alors en avant quatre solutions (techniques) pour ces deux problèmes, dont, notamment, l'utilisation d'un taux de change (dollar/devises étrangères) flottant, qui serait en

adéquation avec le libre-échange. Puis, l'auteur fait la synthèse (avec un exemple de loi, en sept articles, qu'il pense adaptée). Il plaide ensuite pour un marché parfaitement libre, sans restrictions.

La politique fiscale devrait être établie en fonction de ce que la communauté veut faire par le biais de l'Etat (nationalisation d'activités) et non en fonction de la stabilité économique année après année. La politique fiscale ne devrait pas servir de contrepoids pour l'économie et sa stabilité.

L'auteur analyse ensuite le rôle de l'Etat dans l'éducation. Selon lui, deux éléments permettent de justifier son intervention : les effets de voisinage (comme déjà expliqué, le fait que chacun tire des bénéfices du fait que l'autre soit instruit, dans ce cas) et la conscience paternaliste de l'Etat. Pour lui, l'enseignement « général » doit être subsidié car il donne les mêmes chances à tous et gomme les inégalités (néanmoins, il ne faut pas subsidier certaines études spécifiques). Pour les degrés supérieurs de l'enseignement, l'auteur en arrive aux mêmes conclusions, à ceci près qu'il insiste sur le fait que les subsides doivent aller là où les citoyens le veulent. Les enseignements dit de « vocation » ou « professionnalisant » (qui forment à des métiers manuels) ne doivent pas être subsidiés selon l'auteur. Il ne réfléchit pas en termes d'utilité mais en termes de bénéfice.

Le marché n'est pas, en lui-même, discriminant, au contraire. On ne sait pas qui achète ou qui vend, ce qui empêche de bloquer les échanges pour des motifs dérisoires (comme la couleur de la peau ou l'appartenance religieuse). Ce contre quoi doit lutter le gouvernement, c'est l'inégalité et la discrimination en dehors du marché. C'est ce qui empêche d'accéder au marché et de le comprendre. Il s'agit des discriminations qui vont de l'école à l'embauche.

Les monopoles engendrent deux sortes de problèmes dans une société libre : la limitation du nombre d'échanges volontaires (moins de choix possibles) et le désintérêt, le désengagement, pour la responsabilité sociale des entreprises. L'auteur distingue trois sortes de monopoles : de l'industrie (par exemple, l'industrie automobile qui détient le monopole de l'industrie, plus générale, dite du transport), du travail (il est ici question des unions, syndicats, de travailleurs qui tirent les salaires dans des directions commune à tous les travailleurs qui en font partie, ceci réduisant la possibilité de négocier librement les salaires. On pourrait appeler cela un monopole du salaire) et, enfin, les monopoles produits par l'Etat (la production d'électricité et autres énergies, les services publics, la distribution de l'eau courante, etc.). Les causes de la formation de tels monopoles sont au nombre de trois : considérations techniques (économies d'échelle), assistance de l'Etat (dans les domaines déjà cités) et la collusion de sociétés privées (conspiration contre les autres, ou simple accords sur les prix). Il paraît avisé que l'Etat lutte contre les monopoles, notamment pour garantir la responsabilité sociale des entreprises.

La question des « licences » (autorisation d'occupation, d'exploitation, ou titre de formation) est ensuite abordée. Celles-ci engendrent plusieurs types de problèmes, de par la limitation d'affectation du patrimoine qu'elles posent. Un premier problème est que certaines « licences » sont surtout

réservées à certaines classes sociales et que cela est discriminant. Il peut y avoir des quotas de licences. Un autre problème se pose quand on doit déterminer qui enregistre les demandes, qui certifie les compétences et délivre les licences. Qu'est ce qui justifie la séparation de ces trois niveaux et donc la possibilité de règles différentes... L'auteur prend alors l'exemple de la « licence médicale ».

On en vient ensuite au fait que la distribution égale des revenus est devenue un objectif social et de bien-être. L'auteur aborde deux questions : Qu'est-ce qui justifie l'intervention de l'Etat à cette fin (on fait ici le lien entre revenus et propriété, intellectuelle ou pas. La logique de marché n'est donc pas incompatible avec la distribution selon la propriété, ce dernier élément étant justement géré par l'Etat, gestion justifiée par l'éthique) et quels sont les effets des mesures déjà prises (notamment des mesures de taxation. L'auteur ne répond pas fermement à cette question).

La mise en place de l'impôt proportionnel a aussi engendré l'arrivée de mesures de bien-être envers certaines catégories d'individus. Parmi ces mesures : les logements sociaux (l'auteur ne semble pas trouver qu'il s'agisse de la meilleure affectation financière pour aider les plus bas revenus. Il serait plus avisé de leur donner une somme d'argent équivalente), le niveau minimum de rémunération (mauvaise mesure, elle augmenterait le niveau de chômage), les subsides pour les produits de l'agriculture – de la ferme – (mesure discriminatoire, elle n'aide pas les fermiers qui en ont besoin car elle est calculée sur base du volume vendu, donc les petits reçoivent peu d'aide) et la sécurité sociale (il serait mieux, selon l'auteur, de cotiser soi-même pour sa pension).

La lutte contre la pauvreté ne devrait pas être établie de manière spécifique (pour les fermiers ou les personnes âgées, par exemple), mais bien de manière générale et non discriminante. Les programmes mis en place ne devraient pas non plus avoir d'incidence sur le marché (contrairement à l'imposition d'un salaire minimum, par exemple).

En bref, le capitalisme est le chemin de la liberté (du libéralisme) et de l'égalité.